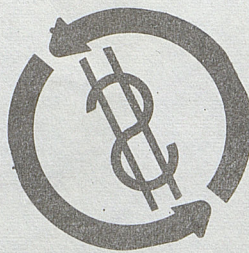
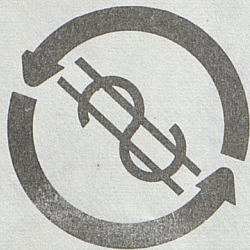
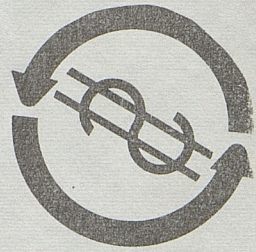
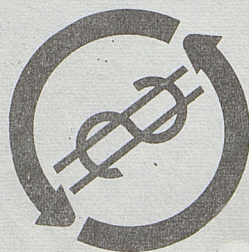
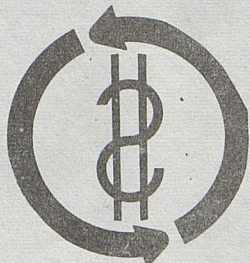
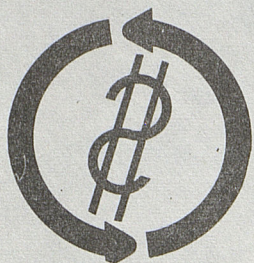


front
brésilien
d'information
n°11 novembre 1971



**l'argent en
circuit fermé.**



40P 8029

sommaire :

Une fortune pour les riches: la Bourse ,..1	
La dénationalisation des industries -	
brésiliennes.....5	
Le rôle du capital étranger.....6	
Le F.M.I. critique la politique anti-	
inflationniste.....8	
La colonisation du Nordeste s'intensifie..9	
L'occupation de l'Amazonie.....9	
Chômage massif dans les salines.....10	
Héros de la lutte révolutionnaire.....11	
Condamnations des révolutionnaires.....11	
Le "Washington Post" analyse la torture..13	
Disparition de Edmur Pericles de Camargo.12	
La T.F.P. et la Police.....12	
Brésil -Portugal :accords de -	
dictature à dictature.....14	
Elections en Uruguay:menace d'invasion,..15	
Le Brésil accorde un crédit à la -	
Bolivie.....14	
Note de la Conférence des Evêques Brési-	
liens.....19	
La police politique brésilienne envahit-	
l'Universite de l'Uruguay.....20	

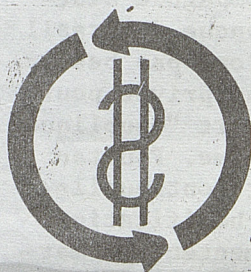
Front Brésilien d'In-
formation, fondé en
novembre 1969 et or-
ganisé de façon auto-
nome au service de
la révolution brési-
lienne.

L'argent en circuit fermé

LA DICTATURE MILITAIRE BRÉSILIENNE CENTRE SA PROPAGANDE SUR SES RÉALISATIONS ÉCONOMIQUES. IL NOUS SEMBLE IMPORTANT D'ANALYSER GLOBALEMENT CE FAMEUX "MIRACLE BRÉSILIEN", DE REGARDER DERRIÈRE SA FACADE, DE LE DÉMYSTIFIER.

C'EST PAR L'ESTOMAC QUE LE RÉGIME VEUT ARRIVER AU CŒUR DES HOMMES. L'ESTOMAC DES FINANCIERS INTERNATIONAUX, SURTOUT. IL VA SANS DIRE QUE CETTE MÉTHODE TOUCHE LES HARMONIES SENSIBLES DE CERTAINS JOURNAUX CAPITALISTES. LE "TIMES" DE LONDRES A PUBLIÉ, À PARTIR DU 4 OCTOBRE, LES ARTICLES DE SON ÉDITEUR LOUIS HEREN QUI, TOUT EN MANIFESTANT QUE SES SENTIMENTS DE LIBÉRAL ANGLAIS ÉTAIENT CHOQUÉS PAR LA BRUTALITÉ DU RÉGIME, ACCEPTE SANS CRITIQUE LES THÉORIES ÉCONOMIQUES DES TECHNOCRATES BRÉSILIENS. LE "NEW YORK TIMES", LE "WALL STREET JOURNAL" ET LA PLUPART DES GRANDS JOURNAUX EUROPÉENS CHANTENT LA MÊME CHANSON.

NOUS PUBLIONS DANS CE NUMÉRO UNE SÉRIE D'ARTICLES QUI POURRONT AIDER NOS LECTEURS À AVOIR UNE IDÉE PLUS EXACTE DE CE QUI SE PASSE DANS L'ÉCONOMIE BRÉSILIENNE.



UNE FORTUNE POUR LES RICHES : LA BOURSE

La dictature brésilienne justifie la répression qu'elle exerce contre le peuple comme étant un préalable nécessaire au développement du pays. En privé, les technocrates disent que le contrôle policier des masses est indispensable au stade de "décollage" économique où le Brésil est censé d'être. D'autre part, la propagande officielle, au Brésil comme à l'étranger, fait croire que la justesse de la politique des militaires élèvera le pays, en très peu de temps, au rang de grande puissance. Dans tout ce jeu mythique, la Bourse a un rôle

fondamental. C'est par son intermédiaire que le gouvernement redistribue quelques ressources à la petite bourgeoisie urbaine, environnement social des familles des militaires, et favorise le réinvestissement de capitaux dans les secteurs les plus dynamiques de l'industrie. Depuis deux ans, mais plus intensément depuis janvier 71, les 14 bourses qui travaillent au Brésil sont devenues les vedettes des rêves de richesse instantanée du pays. Au plus fort de la hausse elles ont même fait de la concurrence à la loterie sportive et au jeu du "bicho", où les pauvres placent les quelques cru-

zeiros qu'ils arrivent à distraire de leur budget. Elles sont un puissant instrument de propagande auprès des classes moyennes d'où sont issus les militaires chargés d'accoucher le " Miracle Japonais " brésilien à coups de baïonnettes.

Quelques chiffres

Il y a au Brésil 400 entreprises à capital ouvert, dont 117 compagnies financières qui sont cotées en Bourse. Pendant ces deux dernières années, le volume des transactions mobilières s'est multiplié plusieurs fois - de 100 millions de dollars en 1968 à près de 900 millions en 1970, dont la moitié correspond à la valorisation des titres. Le prix des actions a monté d'une telle façon que les bourses brésiliennes sont devenues la meilleure affaire du monde, y compris le pétrole de l'Arabie, les casinos de Las Vegas et le trafic d'héroïne de Marseille. Une analyse des 91 actions les plus négociées à Rio de Janeiro entre le 1er janvier et le 1er septembre 1971 indique que deux ont augmenté de 1.100 %, sept entre 300 et 700 %, sept entre 200 et 300 %, dix-neuf entre 100 et 200 %, dix-neuf entre 50 et 100 %, et 15 jusqu'à 50 %. Deux actions seulement ont vu leur valeur diminuer (Jornal do Brasil, 8 septembre 1971). Par secteurs économiques, l'augmentation moyenne des cotations pendant la même période a été de 340,3 % pour les entreprises sidérurgiques et les mines ; 210,5 % pour les banques de l'Etat ; 184 % pour les industries d'alimentation, boissons et tabac ; 94,3 % pour les industries de la construction ; 91,3 % pour les compagnies de commerce en gros ; 86,2 % pour les textiles ; 82,1 % pour les banques privées, etc... Le secteur le moins favorisé est celui des industries du pétrole, avec 35,7 % d'augmentation (" Veja ", 26 mai 71).

La hausse des cotations est due à deux facteurs : l'intervention du gouvernement en faveur du marché mobilier

et la spéculation la plus insensée. La productivité et les bénéfices n'y sont pour rien. Il suffit de dire que les actions d'une grande entreprise textile qui venait de publier un bilan fortement déficitaire ont doublé quelques semaines avant qu'elle se déclare en faillite. La relation entre les prix des actions et les dividendes qu'elles distribuent est astronomique. Il y a des actions qui ne rembourseront leur prix d'achat qu'en 40, 50, 60 ans. Il faudrait aux actions de la Banque du Brésil 84,8 ans pour être amorties.

La folie a ses raisons

La spéculation boursière est provoquée par le gouvernement, même s'il semble être aujourd'hui incapable de la contrôler. 57 % du volume des transactions boursières est constitué par des titres de compagnies de l'Etat, telles que la Vale do Rio Doce, exportatrice de minerais de fer, la Compagnie Sidérurgique Nationale, la Banque du Brésil etc... Ces entreprises n'ont pas besoin de faire appel à l'épargne privée pour leurs opérations, et la part " publique " de leurs capitaux est minime. Pourtant, ces compagnies réévaluent continuellement leurs actifs et les bonifications qu'elles distribuent alimentent le marché.

L'objectif initial - une idée de technocrates qui ont mal digéré leurs manuels américains - était de créer des sources non bancaires pour l'expansion des entreprises à court de capitaux et, à long terme, de former un " capitalisme de multitude " qui pourrait canaliser la solidarité des petits épargnants vers les grandes entreprises. Pour cela, la dictature a réorganisé les bourses (des militaires, bien sûr, y ont trouvé des emplois secondaires agrémentés de traitements plusieurs fois supérieurs à leur solde), offert des bénéfices financiers aux entreprises voulant ouvrir leurs capitaux et inventé d'autres avantages fiscaux, parmi

lesquels le plus important est le décret 157, qui permet la déduction d'une partie de l'impôt sur le revenu dû à l'Etat à ceux qui choisissent d'investir à la Bourse. Ce genre de déduction de l'impôt sur le revenu, institué en 1960 par Celso Furtado pour canaliser des investissements vers le Nordeste, est d'ailleurs devenu si répandu qu'il est aujourd'hui possible aux contribuables et aux entreprises installées au Brésil de ne pas payer d'impôts sur le revenu. D'autre part, depuis 1966, il est permis aux banques commerciales d'emprunter à court terme à l'étranger pour repasser l'argent à leurs clients. Le résultat de cette résolution est d'augmenter énormément l'endettement à court terme du pays (1.700 millions de dollars de dettes, contre 1.200 millions de réserves), mais aussi d'injecter des fonds abondants dans des aventures spéculatives. La combinaison de ces deux décisions gouvernementales a mis à la disposition du marché mobilier des ressources énormes qui ne proviennent pas de l'épargne existant normalement.

Le développement soudain des investissements en bourse eut comme conséquence principale le transfert d'une partie importante des décisions économiques du pays vers les organisations financières privées. Les banques d'investissement, au nombre de 30, sont devenues les grandes bénéficiaires de la rapide concentration des ressources. Dix de ces banques sont étrangères et 16 autres ont été formées par de vieilles banques commerciales. En plus, 57 % des dépôts dans le système bancaire privé sont faits dans des établissements ayant rapport avec ces sociétés d'investissement. Il en découle que la rentabilité moyenne du secteur financier s'est accrue à un rythme exceptionnel - plus de 50 % par an pour les banques d'investissement et plus de 30 % pour les compagnies financières, pendant que la rentabilité moyenne de l'ensemble des 615 plus grandes entreprises du pays n'augmentait que de 11,5 %. (Anuário Banas, Brasil Financeiro, 1970).-

Les technocrates de la dictature ne font pas une telle folie au hasard. Il y a bien des raisons pour qu'ils poursuivent une pareille politique. Politiquement cela représente un appât pour les militaires encasernés, qui gagnent peu, et pour la classe moyenne. Economiquement, cela représente la possibilité pour les grands groupes financiers et industriels de transférer leurs capitaux des secteurs traditionnels - moins rentables - aux secteurs industriels - plus dynamiques.

Un renforcement de la domination étrangère

Les grandes entreprises étrangères, qui ont des positions de monopole sur le marché brésilien, n'ont pas ouvert leurs capitaux. Elles ont de fortes possibilités d'auto-financement et refusent de prendre des mesures qui pourraient mettre en péril le contrôle de propriété exercé par leurs mères-mères. Pourtant, elles trouvent dans la politique de valorisation boursière un triple bénéfice : d'abord, elles se sont associées aux grandes entreprises d'investissement, tant celles constituées au Brésil grâce à leur collaboration (comme l'INVEST Banque, dirigée par l'ex-ministre du Plan Roberto Campos), que celles formées sous la direction des grandes banques américaines (telles la Chase Manhattan et la First National City Bank) ; ensuite, elles sont les clients privilégiées des banques commerciales qui ont aujourd'hui plus de ressources à mettre à leur disposition et à un taux moins élevé ; enfin, la concentration de pouvoir d'achat entre les mains de la bourgeoisie provoque une " consommationnisme " des biens de luxe qui soutient le marché des trusts étrangers.

Du japonais bidon

Il est bien connu que les deux nations qui sont arrivées à se développer intégralement au cours du XXème siècle - l'URSS et le Japon - se sont défendues de l'emprise des capitaux étrangers. Leur chauvinisme économique, seul trait d'union entre deux évolutions radicalement différentes, est peut-être une explication. Pourtant, le Brésil, un des pays les plus foncièrement dépendants du monde, se réclame du modèle japonais pour justifier sa politique d'industrialisation. Les journaux brésiliens sont remplis de références officielles au "Miracle Japonais" qui serait en train de se répéter chez nous. Au cours d'une conférence organisée, fin septembre, par l'Institut Brésilien des marchés de Capitaux, la représentante de la CEPAL, l'économiste Maria da Conceição Tavares, a examiné cette argumentation.

" Au Brésil, l'accroissement des taux de productivité a été sporadique et concentré sur certains secteurs industriels ", dit-elle, pendant que le niveau réel des salaires industriels a sensiblement baissé entre 1963 et 1968. Une telle concentration des revenus correspond, dans le cas du Japon, à une très forte propension à l'épargne, cependant qu'au Brésil on est frappé par la très forte inclination des classes moyennes et élevées à consommer. Dans le cas japonais, la concentration du pouvoir économique mène à de hauts pourcentages d'épargne - investissement à un rythme de développement auto-soutenu et à une augmentation du niveau de vie des masses. Dans le cas du Brésil, il a provoqué un " consommationnisme " restreint à certains secteurs de la population, le maintien d'un niveau de vie infra-humain pour la population rurale et une consommation moyenne des masses urbaines qui a eu des résultats négatifs."

Après une très longue analyse du " modèle brésilien ", Madame Tavares déclare que " la solidarité entre les intérêts du capital national et l'internationalisation de l'économie semblerait suggérer pour le Brésil un modèle sui generis de capitalisme d'Etat, en étroite alliance avec les divers groupes internationaux." (Correio da Manhã, 26 septembre 1971).

Les économistes ont un talent spécial pour dire des choses claires en les diluant dans un tel jargon qu'il faut de la patience, une loupe et de l'imagination pour arriver à découvrir leur sens. Maria da Conceição Tavares et tous ceux qui analysent la politique économique de la dictature ne peuvent arriver qu'à deux conclusions : comme il n'y a aucune garantie que les capitaux récoltés par la bourse seront employés pour développer la production, le modèle brésilien est un miracle japonais bidon ; l'ensemble des initiatives économiques produisent une progressive marginalisation du peuple et une grandissante emprise impérialiste sur le pays.

La Bourse et tous leurs trucs de propagande n'arrivent pas à masquer cette vérité.



LA DENATIONALISATION DES INDUSTRIES BRÉSILIENNES.

La dénationalisation de diverses branches de l'industrie brésilienne continue à un rythme effréné. "Usafarma", dont les ventes mensuelles atteignent quelque 600.000 US\$, vient d'être achetée par un groupe nord-américain. L'affaire a été conclue dans le plus grand secret, et on estime le montant de la transaction à près de 6 millions de US\$. "Usafarma" était l'un des derniers bastions nationaux de l'industrie pharmaceutique brésilienne, presque totalement colonisée par les intérêts étrangers. D'après ce qui a été annoncé, deux autres laboratoires, "Atropan" et "Laboratel", seront vendus prochainement, l'un à un groupe italien, l'autre à un groupe anglais.

Le gouvernement vient d'annoncer qu'il a confié à des entreprises privées les travaux d'entretien de 1.750 kilomètres de routes (dans onze Etats brésiliens) qui étaient auparavant assurés par des organismes publics.

On annonce aussi que l'entreprise américaine "Monsanto" a passé un contrat avec l'"Unipar" pour fabriquer des détergents et qu'elle investira dans cette entreprise quelque 7 millions de US\$ en 1974.

Les compagnies japonaises "Mitsui" et "Mitubishi", le groupe italien "Tecatini" et l'entreprise anglaise "ICI" (Imperial Chemical Industries) ont aussi des projets d'installation d'unités pétrochimiques au Brésil.

C'est sous le régime militaire de Castelo Branco qu'à commencé la mainmise étrangère sur l'industrie pétrochimique, considérée comme la "poule aux oeufs d'or" de l'industrie pétrolière. Les techniciens estiment que la décennie 70 connaîtra, dans le domaine

5
de la pétrochimie, un "boom" équivalent à celui de l'automobile dans les années 50.

, Cette dénationalisation atteint un degré tel que le chef du Département d'Electronique du Centre Technique Aérospatial de São José dos Campos (São Paulo), le major Sergio Xavier Ferolla, a déclaré que la mainmise étrangère sur la plupart des industries nationales constitue pour le Brésil le principal obstacle au développement de sa propre technologie. En effet, dans le domaine particulier de la pétrochimie, la recherche en laboratoire a cessé totalement depuis que cette industrie est passée sous contrôle étranger. Le major dit enfin que l'industrie brésilienne est fragile, que son manque de ressources ne lui permet pas de se mesurer avec une industrie étrangère et qu'elle ne survivra pas à la concurrence.

6 LE ROLE DU CAPITAL ETRANGER



Le Ministre de l'Economie, M. Delfim Netto, dans une conférence faite le 21 juillet à l'Ecole Supérieure de Guerre, s'est montré favorable à l'investissement étranger au Brésil. Voyons rapidement l'argumentation du Ministre :

" Si nous voulons maintenir le rythme actuel de notre développement, nous devons continuer à importer des capitaux étrangers car cela est positif pour l'économie brésilienne."

" Au cours des trois dernières années, nous avons reçu 300 millions de dollars d'investissements privés qui ont produit 170 millions de dollars, ce qui est extraordinairement favorable."

" Ce capital étranger est suffisamment " dilué ", c'est-à-dire que non seulement il provient de différents pays, mais en plus il est investi dans diverses entreprises. L'exemple de l'industrie automobile est particulièrement représentatif. 42 % de l'investissement proviennent des Etats-Unis, 11 % du Canada, 7 % d'Angleterre, 5 % d'Allemagne, 4 % du Japon."

" Les investissements étrangers ne représentent que 8 % du capital total du Brésil."

" Le taux de bénéfice est de 13 à 14 %, alors qu'il n'est que de 11 à 12 % aux Etats-Unis. Cependant, il faudra encore relever ce taux pour attirer de nouveaux capitaux."

" De ces capitaux, 3/4 restent au Brésil, et 1/4 retourne dans le pays d'origine sous forme de bénéfices et

d'intérêts."

" Pour garantir une bonne répartition de ce capital étranger dans l'économie nationale et son entrée constante, le gouvernement fait tous les efforts nécessaires pour augmenter les exportations (16 à 17 % cette année), ce qui rend possible la croissance économique sans déséquilibrer la balance des paiements."

" Le capital étranger participe maintenant d'une façon différente à la croissance du pays. De 1956 à 1960, l'économie nationale a dû compter sur 22 % de ressources externes pour assurer sa naissance ; de 1964 à 1968, la participation extérieure ne fut que de 7 %." Et le Ministre ajoute : " Les administrations antérieures au gouvernement révolutionnaire ont endetté le Brésil vis-à-vis de l'extérieur en pratiquant une politique dangereuse, car elle ne s'appuyait pas sur un développement parallèle des exportations, ce qui n'est pas le cas actuellement." (Autrement-dit, en ne développant pas les exportations au même rythme que les importations entraînées par le développement rapide de l'économie entre 1955 et 1965, les gouvernements de l'époque ont endetté le Brésil).

Ce discours appelle, bien entendu, quelques commentaires lorsque les données statistiques sont des moyennes et qu'il est toujours possible de faire dire à des chiffres ce que l'on veut. De plus, ce discours pose quelques questions en ce qui concerne les méthodes adoptées pour assurer le "boom" économique (le "miracle brésilien", comme disent certains).

Le rôle du capital étranger sous forme d'investissements privés

Le journal " O Estado de São Paulo " dans un article du 29/8, déclare : " l'objectivité ainsi que les résultats prometteurs de la politique économique et financière du gouvernement Medici a

permis l'afflux constant et croissant d'investissements étrangers. La raison en est simple : étant donné ce qui se passe au Chili, au Pérou, en Uruguay, ainsi qu'en Argentine et dans d'autres pays du continent, le Brésil est devenu un véritable oasis pour les investisseurs étrangers."

Voilà qui est clair et qui ne laisse planer aucun doute ni sur la rentabilité des investissements au Brésil, ni sur la politique actuelle de la dictature. Pour ceux qui en douteraient, une étude de la CEPAL (Comité Economique pour l'Amérique Latine) citée par le même journal (27/8/71) indique " les secteurs dans lesquels les plus grandes entreprises appartiennent à des groupes étrangers ont un

Et pourtant le Ministre indique que les investissements privés ont été de 300 millions de dollars ces trois dernières années, soit 100 millions en moyenne par an, ce qui est beaucoup moins que durant la période 1955-62 (au moins 150 millions par an). Le Brésil serait-il un pays où le climat politique est incertain (cf. Patrice Drouin, Revue Française " Entreprise " du 19/9/70), quoiqu'en dise la dictature actuelle ? Un oasis pour la rentabilité des capitaux très certainement, mais un oasis pas encore vraiment attractant. " La faiblesse des investissements directs en 1967 et 1968 traduit le manque d'attrait exercé par le Brésil pour les capitaux placés à long terme " (Rapport de la Banque Sudame-



taux de croissance plus important que les autres secteurs ". Les secteurs dans lesquels les quatre plus grandes entreprises font partie de groupes internationaux (les firmes multinationales) ont un taux de croissance supérieur de 26 % à celui de l'ensemble du secteur industriel, ceci entre 1960 et 1968. Par contre, les secteurs dans lesquels les quatre plus grandes entreprises appartiennent à des nationaux, le taux de croissance est inférieur de 14 % à celui de l'ensemble du secteur industriel.

ris, août-décembre 1969).

Nous n'insisterons pas sur l'argument du Ministre, selon lequel le capital étranger ne met pas en péril l'économie nationale puisqu'il est " dilué " et ne représente que 8 % du capital au Brésil. Tout ceci ne veut rien dire sinon que, comme le Front Brésilien d'Information l'a montré par des chiffres et informations précises, le processus de dénationalisation de l'économie brésilienne se poursuit et la pénétration impérialiste s'accélère.

8

Signalons seulement que l'assertion du Ministre : " 3/4 des capitaux étrangers restent au Brésil et 1/4 retourne dans leur pays d'origine " est fort douteuse, à moins que la CEPAL se trompe ou que les investisseurs étrangers se comportent différemment depuis 1966. En effet, la CEPAL indique : (Estudio Economico da America Latina, 1968),

Investissements directs (en millions de US\$)	Profits rapatriés	Pourcentage
1960 : 138	61,0	50 %
1961 : 147	61	45 %
1962 : 132	79	60 %
1963 : 87	57	70 %
1964 : 86	58	70 %
1965 : 134	102	80 %
1966 : 159	125	80 %

Enfin, la transmission des connaissances techniques par des entreprises étrangères (dont n'a pas parlé le Ministre dans sa conférence, à moins que les journalistes n'aient pas jugé bon de le rapporter) mérite un bref commentaire, car le Brésil est en plein " boom " industriel et veut exporter des produits manufacturés. " L'expérience récente du Brésil confirme que les entreprises étrangères gardent le secret de leur technique afin de prolonger, dans le pays où elles s'implantent, la dépendance technique " (Helio Jaguaribe - Inversiones Extranjeras y desarrollo nacional, dans la revue " Desarrollo Economico " - juillet-décembre 1968 - Buenos Aires).

Ceci est confirmé par l'étude de la CEPAL qui dit : " On observe que le secteur des biens d'équipement importe moins de technologie que le secteur des biens de consommation courants et quasi-superflus. " Or, on sait qu'au Brésil le secteur des biens d'équipement est très fortement contrôlé par des groupes étrangers.

En conclusion, les déclarations du

Ministre laissent quelques doutes quant à l'aspect positif de l'importation de capitaux étrangers. Ces déclarations visaient uniquement à rassurer d'une part les investisseurs étrangers encore craintifs, et d'autre part la bourgeoisie industrielle nationaliste locale qui devait tenir son congrès, " la première convention nationale de l'industrie ", dans les premiers jours d'août, c'est-à-dire peu de temps après la conférence du Ministre.

LE F.M.I. CRITIQUE LA POLITIQUE

ANTI-INFLATIONNISTE DU BRÉSIL

Le Fonds Monétaire International, dans son rapport annuel, a critiqué la politique anti-inflationniste du Brésil dans ces termes : " Les ajustements périodiques des salaires, des prix, des loyers, des comptes d'épargne et des organismes de crédit, ainsi que du change des monnaies étrangères, ont rendu le phénomène de l'inflation plus supportable, mais plus difficile à réduire. "

Le rapport ajoute : " La politique salariale qui, naguère, était importante dans la lutte du Brésil contre l'inflation, ne détermine plus les décisions prises pour affronter le taux d'inflation actuel. " On ne dit cependant pas que cela est dû à la compression des salaires qui arrivés à un simple niveau de survie biologique, ne peuvent plus être diminués.

L'OCCUPATION DE LA "AMAZONIE"

Selon le gouvernement brésilien, l'occupation de l'Amazonie permettrait à des millions de paysans sans terre d'accéder à de meilleures conditions de vie. Voilà la réalité derrière ce slogan, selon un texte publié par "O Estado de São Paulo" le 20 octobre 1971 :

" Dans la région nord-est du Para, où deux hommes ont trouvé la mort pendant le dernier week-end, les armes résolvent d'une façon rapide les conflits que les procédures judiciaires mettraient des années à solutionner. La route Belem-Brasilia a valorisé les terres. Les communes de São Domingos do Capim, Maraba et Paragominas, ont attiré des milliers de colons, qui s'y installèrent sur des terres du domaine public, au long de la route. Les avantages fiscaux offerts aux capitaux qui s'installent dans la région ont intéressé de grandes entreprises agricoles. Elles obtinrent de l'Etat la propriété de ces terres. Une fois munies des titres et obligées à suivre les chronogrammes de rentabilité, elles expulsent les colons. Les moyens pacifiques de solutionner les disputes s'épuisent assez vite. Les deux parties croient avoir des droits sur la terre. Pour les entreprises, un recours aux moroses procédures judiciaires aurait le même effet que de renoncer à la propriété - cela représenterait un déficit certain. Donc, les balles sont appelées à décider, d'une façon radicale, qui a ou n'a pas raison.

Un colon et un sergent de la Police Militaire ont trouvé la mort dans le combat du week-end dernier. Trois colons et un policier ont été blessés. L'incident a commencé le jeudi, quand le commissaire de police de IPIXUNA, un arrondissement de São Domingos do Capim, est arrivé à identifier et à

arrêter un suspect du meurtre d'un fonctionnaire de la Fazenda Parapora, propriétaire des terres occupées par les paysans. L'accusé a dénoncé quelques camarades comme ayant participé au crime et le sergent Simpliciano Rodrigues, accompagné d'un soldat, est allé arrêter ces hommes. Les colons lui ont tendu une embuscade.

Un contingent de la Police Militaire a fait une incursion sur place et est arrivé à récupérer le corps du sergent. Face au grand nombre des soldats, les colons ont pris la fuite, abandonnant les maisons où ils habitaient.

Une semaine auparavant, trois colons avaient eu un échange de coups de feu avec quelques fonctionnaires de la Fazenda Parapora dans le village de Rondon. On ne connaît pas de victimes."

LA COLONISATION DU NORDESTE S'INTENSIFIE.

Le Nordeste brésilien est colonisé par les Etats du Centre Sud. En effet, à l'intérieur même du Brésil, se reproduit un schéma d'exploitation semblable à celui qui est imposé à l'ensemble du pays par les Etats-Unis. Le centre industriel, São Paulo, pratique un "impérialisme interne" qui prend des aspects multiples. L'exemple des "paris sportifs" est particulièrement représentatif de cette exploitation. Il s'agit d'un système de paris (sur l'issue des matches de foot-ball) doublé d'une loterie, qui permet à quelques élus de gagner des sommes considérables. Dans un article récent, le "Journal des Informations" révèle que la loterie sportive retire chaque semaine un bénéfice de 200.000 cruzeiros (environ 36.000 US\$) de l'Etat d'Alago-

as, région la plus pauvre du Nordeste et parmi les plus déshéritées du monde. En outre, et toujours d'après le même journal, la Bourse et certaines banques privées sont en train de vider l'Alagoas de ses capitaux pour les investir dans les Etats du sud. En déplorant le " tort " fait à la " maigre économie " du Nordeste par les Bourses de Rio et de São Paulo, le " Journal des Informations " affirme qu'au cours du 1er semestre de cette année la fuite des capitaux se chiffre à quelques 50 millions de cruzeiros (9 millions de \$). Somme qui représente la moitié du budget de l'Etat.

Des 30 banques installées dans l'Alagoas, une seule appartient à l'Etat, toutes les autres " déplacent " leurs capitaux vers le sud, en particulier vers l'Etat de São Paulo, centre financier du pays.

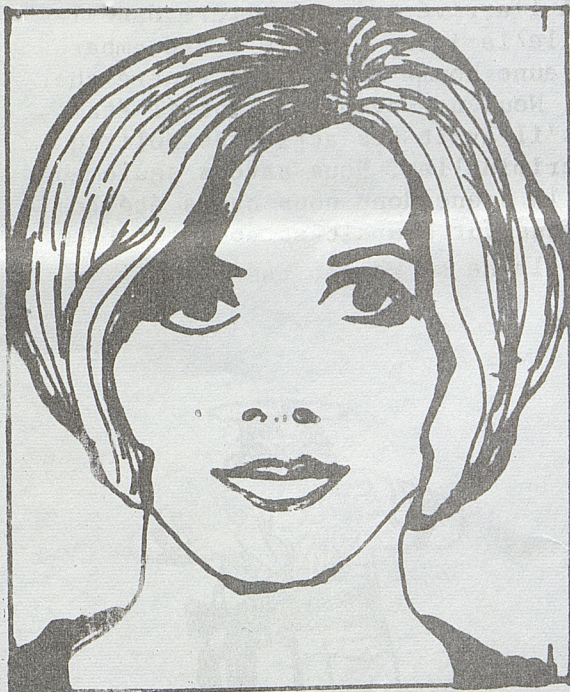
CHOMAGE MASSIF DANS LES SALINES

12.000 travailleurs sont en chômage dans les salines de Rio Grande do Norte. Si l'on compte leurs familles, cela fait un total de 60.000 personnes sans aucune ressource. Cette situation, due à l'automation croissante dans l'industrie du sel, s'aggrave de jour en jour avec l'acquisition de nouveaux équipements par les entreprises qui reçoivent leurs financements de la SUDENE.

Cependant, le fait que 60.000 personnes en soient réduites à se nourrir de haricots et de farine de manioc - lorsqu'ils mangent quelque-chose - ne semble pas déranger les entrepreneurs des salines, étrangers pour la plupart. Leur avis est que la modernisation de l'extraction du sel est indispensable pour la survie du secteur. Quant aux chômeurs, ils n'ont qu'à " se débrouiller " ...

repression

11



YARA IAVELBERG

Pendant plus d'un mois, les services de répression ont essayé de cacher au peuple brésilien la mort de la camarade Yara que nous avions annoncée dans le dernier numéro du Front, en même temps que l'assassinat des camarades Carlos Lamarca et José Barreto. L'intention de la dictature, en cachant sa mort, était d'éviter l'alarme qui a permis à beaucoup de camarades de se mettre en sécurité.

Yara était psychologue. Diplômée de l'Université de Saint-Paul, c'est là qu'elle a commencé à militer en milieu étudiant et ouvrier. Elle passa à la clandestinité en 1968. Elle prit part à différentes actions révolutionnaires telles que les enlèvements des ambassadeurs d'Allemagne et de Suisse. C'est

dans la clandestinité qu'elle fit la connaissance de Carlos Lamarca, qui devint le compagnon des dernières années de sa vie de lutte pour la libération du peuple brésilien.

J. CAMPOS BARRETO

Quant à José Campos Barreto, né à Bahia où il est mort, il était d'origine paysanne. En 1965, il arrive à São Paulo pour travailler à Osasco, dans l'industrie Braseixos Rockwell, et devient l'un des principaux leaders des métallurgistes. En tant que métallurgiste et militant dans le syndicat légal autorisé, il a compris que le seul moyen de renverser la dictature était la lutte armée.

Condamnations de révolutionnaires

A São Paulo, le Conseil permanent de la Justice Militaire a condamné 31 éléments de l'Avant-Garde Armée Révolutionnaire Palmares. João Batista de Sousa a été condamné à la peine la plus sévère, 12 ans de prison. Toujours à São Paulo, le Père Hélio Soares do Amaral a été condamné à 20 mois pour calomnies : dans son sermon du 7 septembre 1970, il a dit : " Vous savez tous que le Brésil n'a jamais été indépendant, que le cri d'Ipiranga était une farce, que nous sommes passés de la domination portugaise à la domination américaine." Enfin, ce même conseil a condamné à 4 ans de prison les prêtres dominicains détenus depuis l'assassinat de Mari-ghella : Fernando de Brito, Ives Lesbaupin, Carlos Alberto Cristo Rei.

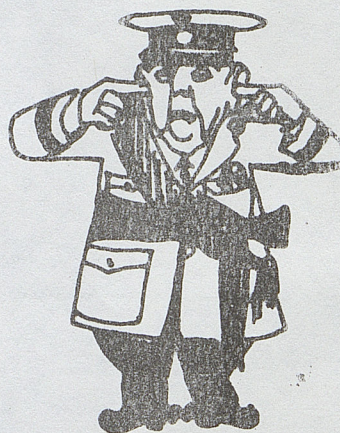
A Recife (Pernambuco), José Raimundo da Silva a été condamné à 9 ans et 6 mois de réclusion, par la 7ème Circonscription militaire.



LA T.F.P. ET LA POLICE

L'organisation de la droite catholique " Tradition, Famille et Propriété " généralise les méthodes de répression qu'elle réservait auparavant aux chrétiens de gauche. Le journal " O Estado de São Paulo " du 1er octobre publie une lettre d'un groupe de lecteurs qui ont le malheur d'habiter tout près du siège principal de la TFP à São Paulo. Ils racontent que les habitants des quartiers de Santa Cecilia et d'Higienopolis s'étaient déjà habitués à changer de trottoir quand les centaines de militants se mettaient à prier au milieu de la rue. " Mais depuis un certain temps, d'autres faits nous ont mis dans l'inquiétude ", disent-ils : " De temps en temps, nous voyons arriver des jeunes gens armés qui surveillent l'entrée des maisons avec leurs mitraillettes, comme s'ils participaient au plan de sécurité d'une autorité importante. Il y a deux semaines, ces militants de la FTP se sont mis à piétiner un jeune homme devant chez lui. Ils l'avaient jeté à terre et lui marchaient sur les mains, l'estomac et la bouche. Les vieux parents du jeune homme sont descendus et la mère a imploré, à genoux, qu'on cesse le massacre. Le père tremblait et pleurait. Ils ont été éloignés et

les coups de pied ont continué. Un verre d'eau a été jeté par une fenêtre de l'immeuble. Un homme, qui se disait militaire, a ramassé les morceaux. Il est monté dans l'immeuble et a perquisitionné tous les appartements, mais sans résultat. Le massacre n'a pris fin qu'à l'arrivée d'une voiture dans laquelle la jeune victime a été embarquée. Le jeune homme n'est plus rentré chez lui. Nous ne savons pas qui il était, ni s'il avait des activités politiques ou criminelles. Nous savons seulement que la scène dont nous avons été les témoins fut brutale et nous aimerions qu'elle ne se répète pas."



LE COMITE DES EXILES BRESILIENS DENONCE LA DISPARITION DE EDMUR PERICLES DE CAMARGO

1. Le camarade Edmur Pericles de Camargo faisait partie du contingent de 70 prisonniers politiques brésiliens libérés en échange de l'ambassadeur suisse et envoyés au Chili où ils ont été accueillis par le Gouvernement de la République du Chili en tant qu'exilés politiques, conformément aux traités et conventions internationaux existants.

2. Le camarade Edmur Pericles de Camargo avait contracté, dans les pri-

sons brésiliennes, une maladie des yeux qu'il a tenté plusieurs fois de soigner depuis son arrivée à Santiago, mais sans réussir à améliorer son état.

3. C'est pour cette raison majeure qu'il a essayé, par des moyens légaux, de se rendre en Uruguay. Avec un passeport délivré par les autorités chiliennes et muni d'un sauf-conduit en règle délivré par les mêmes autorités, il a entrepris ce voyage afin de suivre un traitement ou se faire opérer, si les circonstances l'exigeaient, par un spécialiste de renommée mondiale, le docteur Rodrigues Barrios, dans une clinique de Montevideo.

4. Le Camarade Edmur Pericles de Camargo s'est embarqué à destination de Montevideo le 16 juin dernier à bord d'un appareil des lignes aériennes nationales " Lan Chile " (vol n° 153), comme l'indique le billet n° 514.573 acheté le 9 juin 1971 au siège de la compagnie, et qui prévoyait son retour pour le 10 juillet dernier.

5. Or, jusqu'à cette date, il n'a donné signe de vie à aucun de ses camarades de Santiago ; d'autre-part, nous avons appris par des camarades de Montevideo et de Buenos Aires l'arrestation de notre cher et exceptionnel camarade à l'aéroport de Buenos Aires par la police " Argentino-Brésilienne ". Nous ne savons si il a subi le même sort que le Colonel Jeferson Cardim Osorio, qui a été rendu à la dictature brésilienne, ou s'il est encore détenu illégalement par la dictature argentine.

6. Nous tenons à exprimer notre étonnement face à l'attitude de la Cie Lan-Chile et du Ministère de l'Intérieur qui négligent un fait que nous considérons de la plus haute importance, puisqu'il met en cause la liberté et la vie même d'un camarade qui, normalement, est placé sous la protection du gouvernement chilien. Jusqu'à ce jour, rien n'a été dit au sujet de cette disparition et aucune explication n'a été fournie aux exilés brésiliens ni au Comi-

té de Défense des Exilés Brésiliens par le gouvernement.

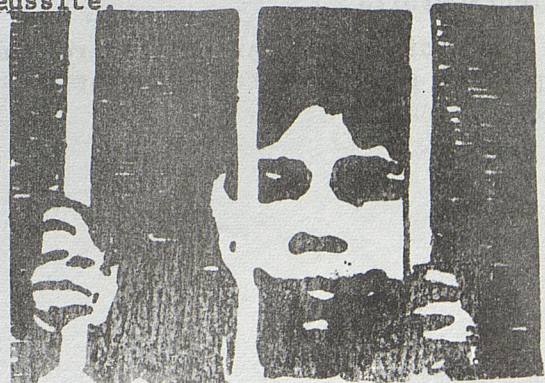
7. Etant donné les faits ci-dessus expliqués en détail, nous demandons que les mesures les plus urgentes et les plus énergiques soient prises pour que notre camarade Edmur Pericles de Camargo soit remis en liberté et puisse, soit continuer son voyage jusqu'à Montevideo pour se faire soigner les yeux, soit revenir immédiatement ici, à Santiago.

Le Comité de Défense des Exilés Brésiliens.



LE WASHINGTON POST ANALYSE LA TORTURE

" En ayant recours à la torture, le gouvernement du Brésil prouve qu'il doute de sa propre compétence ", affirme dans un éditorial le quotidien américain. Et il ajoute : " Par la pratique de la torture, le gouvernement brésilien avoue qu'il a abandonné tout espoir de conciliation volontaire et pacifique qui serait la preuve de sa réussite. "



BRESIL - PORTUGAL

ACCORDS DE DICTATURE A DICTATURE

M. Rui Patricio, Ministre des Affaires Etrangères du Portugal, s'est rendu au Brésil au mois de septembre pour signer un certain nombre de conventions. Les deux gouvernements se sont mis d'accord pour adopter des mesures urgentes de répression des mouvements révolutionnaires au Brésil, au Portugal et dans les colonies portugaises.

Parmi les accords les plus importants signés par les deux gouvernements, citons :

a) La Convention " de Nationalité " - accord qui établit l'égalité des droits et des devoirs entre citoyens brésiliens et portugais. Le document stipule que : - les portugais au Brésil et les brésiliens au Portugal jouiront de l'égalité de droits et de devoirs selon les normes nationales, sauf ceux qui ont offensé la souveraineté nationale et l'ordre public de l'Etat qui les accueille ; - sont sujets à la loi Pénale de l'Etat de résidence pour les mêmes raisons que les nationaux ; - ils recevront les mêmes papiers d'identité ; - les droits politiques ne seront pas accordés aux personnes qui, dans leur pays, auraient été privées de leurs droits.

b) l'exploitation, par la " Petrobras " du pétrole sur la plateforme continentale de l'Angola.

En bref :

le Brésil accorde un crédit à la Bolivie ...

Un crédit de 15 millions de dollars a été offert par le groupe financier " SIDE " pour financer des installations industrielles en Bolivie. Selon Alfredo Miranda, représentant du groupe " SIDE ", ce crédit sera utilisé pour " accélérer le développement de la Bolivie, selon les objectifs fixés par le nouveau gouvernement." En outre, la Banque du Brésil a accordé il y a environ un mois un crédit de 2,5 millions de dollars pour l'industrie cotonnière bolivienne. Enfin, l'Ambassade brésilienne à La Paz a annoncé l'intention du gouvernement d'installer des postes sanitaires aux frontières et de coopérer avec les services de la Santé Publique boliviens.

elections en uruguay; menace d'invasion brésilienne

15

Dans son édition du 23 juillet dernier, l'hebdomadaire uruguayen " MARCHA " commente une déclaration du général Osiris Villegas (ex-ambassadeur argentin au Brésil) qui dénonce l'existence d'un plan d'invasion de l'Uruguay par les forces armées brésiliennes. Ce plan baptisé " Opération 30 heures " (expédition-éclair qui permettra l'occupation du pays en moins de deux jours), trouve sa justification théorique dans la menace de " subversion " qui pèse sur l'Uruguay, pays que les militaires brésiliens situent à l'intérieur des frontières idéologiques du Brésil.

Selon le commentateur de " MARCHA ", " le plan abonde en détails qui laissent à penser qu'au cours de ces dernières années l'Itamaraty (Chancellerie du Brésil) a ordonné le relevé de chaque mètre de terre uruguayenne. A côté de ces données figure une étude des questions politiques, militaires et sociales, ci-dessous énumérées :

a) Les forces armées uruguayennes manquent d'armes et d'hommes pour neutraliser ou contenir une offensive militaire brésilienne ; la population uruguayenne, bien que hautement politisée, n'est ni émotionnellement ni techniquement préparée à une résistance massive.

b) L'action de guérilla peut provoquer quelques troubles isolés, mais elle n'est pas en mesure de s'opposer à une armée comme l'armée brésilienne.

c) L'avenir de l'Uruguay dépend du résultat des prochaines élections, qui peut donner la victoire soit au Front

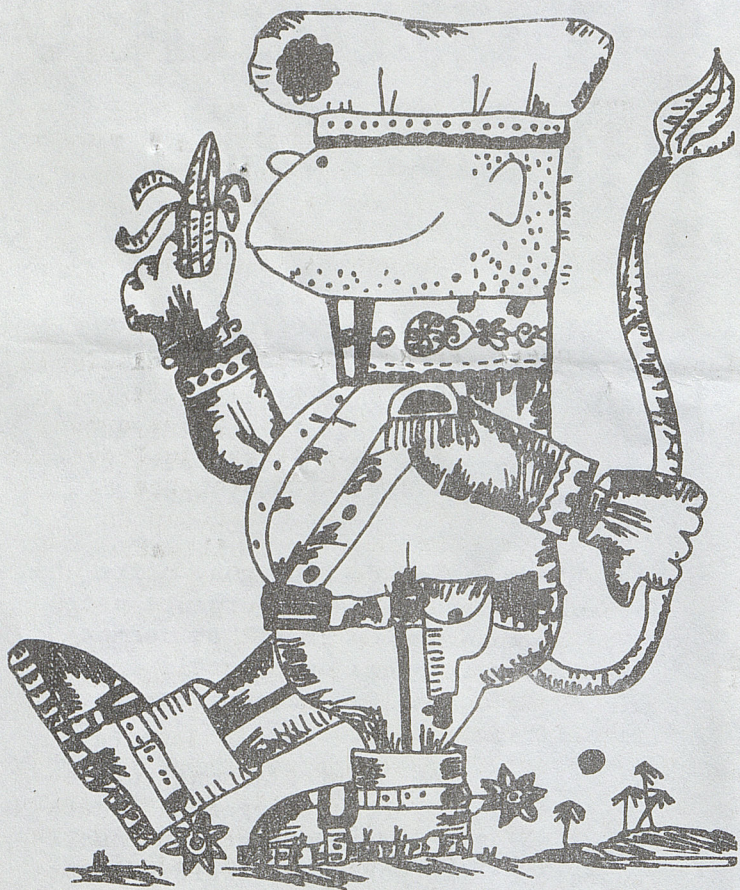
élargi, soit à un parti traditionnel, ce qui provoquerait une recrudescence de l'activité de guérilla. Dans les 2 cas, la situation serait considérée comme dangereuse et justifierait, de l'avis des autorités brésiliennes, la nécessité d'une intervention.

d) L'occupation de l'Uruguay offre une perspective nouvelle à l'urgente nécessité d'expansion du Brésil et permettrait, par le biais du contrôle économique, la consolidation progressive de la paix sociale interne.

e) Le plan met aussi l'accent sur le profond sentiment anti-argentin généralisé chez les uruguayens et qui constituerait un facteur psychologique important pour la stratégie de l'Itamaraty, à court et à long terme.

Le projet " 30 heures ", selon " MARCHA ", ne s'en tient pas là. Une bonne partie du texte analyse les répercussions de l'invasion au niveau continental et international. La nécessité pour ce plan de se dérouler en moins de deux jours, soit dans un délai limité de 30 heures, tient au désir d'éviter qu'une offensive diplomatique internationale ne le paralyse, n'oblige à des démarches de conciliation, et permette l'intervention de tiers.

(LARCHA, Uruguay - 23 juillet 1971).



Les préparatifs militaires

Une nouvelle base des Forces Aériennes brésiliennes vient d'être inaugurée officiellement par le Président Medici. Elle est située à Camobi, non loin de la ville de Santa Maria (Etat de Rio Grande do Sul), à 28 km. de Rivera, Uruguay. Cette base d'opérations est prévue pour une escadrille d'hélicoptères, une escadrille d'avions "Xavante" et une escadrille d'appareils d'observation et de transport. De même que la base de Canoas, près de Porto-Alegre (capitale de l'Etat de Rio Grande), celle de Camobi est placée sous le commandement de la IIIème armée, cantonnée dans Rio Grande. 8 hélicoptères de type UH-1D, modèle utilisé par les Etats-Unis au Vietnam, et un certain nombre (qui n'a pas été précisé) d'avions de type T-16 (unités de combat) et de type L-42 (appareils de recon-

naissance) ont déjà rallié la base de Camobi.

Il est nécessaire, pour mieux comprendre ces nouvelles dispositions du Gouvernement, de les replacer dans le contexte politico-militaire qui s'est développé au Brésil depuis 1964.

Au cours des années 50, les dépenses militaires représentaient de 14 à 17 % du budget national brésilien ; après le coup d'état qui renversa Goulart, ces dépenses atteignaient déjà 40 %. En 1965, le Brésil acheta pour 2,5 millions de dollars d'armes aux Etats-Unis. Et en 1966 pour 12 millions (dans cet achat, 100 tanks M-41).

En août 1966, le gouvernement militaire acquit la patente belge pour fabriquer au Brésil les fusils automatiques FAL, et donna un grand essor à la chimie de guerre. La Dow Chemical, présidée par Golbery do Couto e Silva, fondateur du SNI (Service National d'Informations) et auteur d'un livre de géopolitique adopté par l'Ecole Supérieure de Guerre, fabrique et exporte du napalm pour les forces d'invasion du Vietnam, ainsi que des gaz et explosifs. Par ailleurs, l'industrie des armes portatives automatiques s'est développée, comme celle de Itajuba (INA), qui fabrique des fusils modernes et des mitraillettes.

(Carlos Nunes : " Brésil, satellite et gendarme ", Uruguay, Ed. Aportes, 1968).

En 1967 fut créée une entreprise mixte : l'Entreprise Brésilienne d'Aéronautique (EMBRAER), dans le but de planifier et de construire un potentiel aérien brésilien. La EMBRAER passa, avec le soutien de capitaux de l'ordre de 100 millions de dollars, des accords avec des entreprises internationales, comme la MACHI italienne, permettant la reproduction au Brésil de son appareil à réaction AERO-MACHI dont la version créole portera le nom de XAVANTE. Fin 72, 112 de ces appareils modernes, destinés aux frontiè-

res avec l'Argentine et l'Uruguay, seront en opération. D'où la création de la base aérienne de Santa Maria, la plus grande d'Amérique du Sud, où se trouve également le plus grand arsenal brésilien.

Près de 40 avions Regente -ELO- série spéciale fabriquée par la NEIVA AERONAUTICA, filiale de son homonyme yankee, ont été ajoutés aux 80 appareils déjà utilisés par la Force Aérienne Brésilienne (Jornal do Brasil, 8 juin 71). Ces avions sont répartis dans les concentrations urbaines, sur les frontières stratégiques, et employés à l'entraînement et à la lutte anti-guerrilla. Le Quotidien " O Estado de São Paulo " n'hésite pas à comparer l'efficacité des effectifs aériens brésiliens à celle des " Bérêts Verts ".

(O Estado de São Paulo, 26 mars 71).

Le brigadier Márcio de Souza Melo, Ministre de l'Air, a approuvé le "Plan National de Voies Aériennes " pour 71-80, et son budget de 600 millions de dollars. 18 MIRAGES-III E-L ont été achetés et sont en cours de montage près de Brasília. En outre, on travaille à la construction de 2 nouveaux modèles nationaux, le T-25 UNIVERSAL, monomoteur anti-guerrilla, et le T-25 d'appui, ainsi que le E-M 500 AMAZONAS à 4 turbines, pour le transport des troupes. L'usine italienne CONSTRUZIONE AERONAUTICA G. AUGUSTA installera dans la vallée du Paraíba la première fabrique brésilienne d'hélicoptères militaires. On y fabriquera probablement aussi des hélicoptères civils pour les exportations vers le marché latino-américain (O Estado de São Paulo, 21 juillet 71). Des négociations ont été engagées pour l'acquisition d'un nombre non précisé de BREGUET français, turbopropulseurs à usage anti-sous-marin, disposant de 18 heures d'autonomie de vol.

Dernièrement à São Paulo, l'EXPO-71 (Exposition de l'Armée) présentait au public les derniers modèles de blindés,

chars d'assaut, véhicules de transport, canons de 40, 90 et 115 mm., radars, mortiers, mitrailleuses anti-aériennes et autres. La presse brésilienne commenta avec un orgueil chauvin : " Toutes (ces armes) sont nationales et fabriquées au cours de cette année par les industries brésiliennes les plus qualifiées " (O Estado de São Paulo, 21 août 71).

Cette façade orgueilleuse dissimule un plan industriel et militaire conçu après le putsch de 1964, grâce auquel dès 65, " par autorisation du Président de la République et du Ministre de la Planification, s'est constitué le " Groupe permanent de Mobilisation Industrielle " (GPMI), qui englobe les entreprises de la région la plus industrialisée du pays (Sao Paulo, Guanabara, Minas Gerais), et reçoit l'aide directe de membres des forces armées (O Estado de São Paulo, 17/7/71). En janvier 66, revenant d'un voyage aux Etats-Unis, le Président du GPMI Vitorio Ferraz, industriel de São Paulo, déclara lors d'une conférence de presse que l'industrie brésilienne fabriquerait des armes de divers types, munitions et véhicules de guerre pour collaborer avec les Etats-Unis dans la guerre au Vietnam. Signalant qu'à cet effet on comptait déjà sur plusieurs usines de télécommunications et de munitions du pays, Ferraz soulignait : " En participant à l'extermination du Vietcong, (le Brésil) fera tourner ses usines à plein rendement et permettra la création de 180.000 emplois nouveaux. Ainsi nous combattrons simultanément le communisme et nos problèmes de chômage."

Les élans bellicistes des militaires brésiliens se traduisent aussi dans le domaine atomique. Le Directeur de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), prenant la parole devant la Commission Nationale de L'Energie Nucléaire, déclara " bonne et viable l'idée de la formation d'entreprises multinationales au Brésil en vue de l'installation d'une usine productrice

et fournisseur d'uranium enrichi, offrant une nouvelle possibilité dans le domaine de la production du minerai raffiné, aujourd'hui limitée aux Etats-Unis et à l'Union Soviétique." La préoccupation du Directeur de l'AIEA était le problème de la reconversion d'installations en vue de la production d'armes atomiques, reconversion " essentielle pour permettre l'envoi d'armements et de technologie atomique à des pays qui ne les possèdent pas " (Ruy Mauro Marini, O.P. de Brody : " Militarisme et dénucléarisation ", Forum International n° 29, Mexico). Le Directeur de l'AIEA appuya le refus brésilien de signer le traité de Genève sur la dénucléarisation.

Les antécédents

La participation du Brésil dans les FIP - forces Inter-Américaines de Paix - lors de l'invasion de Saint-Domingue, fut la première manifestation de la rupture du Brésil avec la " vieille " théorie de l'autodétermination, auparavant proclamée avec force dans sa politique étrangère.

Bien que le général yankee Bruce Palmer fut le véritable maître de la situation, c'est son homologue brésilien Meira Matos qui reçut le commandement nominal des troupes, et la presse ne manque pas de préciser que le commandement avait été transféré au Brésil pour neutraliser un peu les " excitation brésiliennes " qui menaçaient déjà d'envahir la Bolivie et l'Uruguay.

Le Président d'alors, Castelo Branco, devant les mobilisations populaires dans les districts miniers de Bolivie - qui plus tard allaient aboutir au massacre de San Juan ordonné par le Gouvernement de Barrientos (O Estado de São Paulo, 17/7/71) - se déclara prêt à y envoyer des troupes pour empêcher l'installation d'un " gouvernement extrémiste."

C'est à cette même époque qu'on annonça un ensemble " d'exercices " de la troisième armée brésilienne aux frontières de l'Uruguay. Ce contre quoi la presse uruguayenne ne tarda pas à réagir en dénonçant la présence de 1.000 agents du Service National d'Information (SNI), organe répressif supraministériel qui contrôle la vie politique du Brésil, en mission d'espionnage à Montevideo. Entre temps, prétextant la présence en territoire uruguayen de brésiliens s'entraînant à la guérilla, des forces brésiliennes perpétrèrent des actions de commando dans la ville de Rivera pour " récupérer " des révolutionnaires qui s'y étaient réfugiés.

Tant les menaces contre la Bolivie que celles contre l'Uruguay, sous le prétexte de la nécessaire " pacification " de ce pays, s'inscrivaient dans le projet de faire de la FIP une force permanente et active. En 1966, durant la réunion des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OEA, le Brésil se trouva isolé dans la défense de cette motion.

Et les vieux amis ?

" La révolution argentine de 66 est venue se joindre à la révolution brésilienne de 64 pour renforcer l'anti-communisme en Amérique du Sud ", selon la ESC (Ecole Supérieure de Guerre), dans son " orientation générale de la planification de la sécurité nationale ". Mais les militaires argentins de la ligne nationaliste commencèrent à désigner le Brésil comme " l'ennemi historique " (O Estado de São Paulo, 17/7/71), un " ennemi " que le lieutenant-colonel argentin Luis Perlinger, fonctionnaire du CONASE (Conseil National de Sécurité), voit comme suit : " Aujourd'hui, il y a 90 millions d'habitants au Brésil, et 24 millions en Argentine, et on prévoit dans dix ans une différence de 108 contre 27, soit un pourcentage de 4,5 brésiliens pour chaque argentin. L'autre aspect inquiétant est donné par

NOTE DE LA CONFERENCE DESEVEQUES BRESILIENS

les indices de production industrielle de chaque pays ; alors que le développement économique brésilien a pris un rythme vertigineux, notre processus économique est freiné par certains secteurs en franc dépérissement " (O Estado de São Paulo, août 71). Et la revue " Panorama ", inquiète des tendances de la politique étrangère brésilienne, commença à la désigner sous le nom de " diplomatie blindée ". Faisant une large analyse des relations Brésil-Argentine, " Panorama ", dans son numéro d'août 71, écrivait : " Aujourd'hui, l'Argentine pratique une politique étrangère conforme à ses intérêts nationaux et à son régime. Mais, vue du Brésil, on suppose qu'il s'agit là d'une réponse au développement économique de ce dernier." Et " Panorama " résume comme suit un éditorial du pro-gouvernemental " O Estado de São Paulo " :

- a) Le développement économique du Brésil a altéré en sa faveur le rapport de forces dans le continent.
- b) La réplique de ses voisins consiste en un diabolique plan de gauche : encercler le Brésil occidental et chrétien.
- c) Isolé, encerclé, le pays est contraint d'avoir recours aux armes.
- d) Le premier pas consiste à renverser la situation en Uruguay, état-bouchon entre les deux grands " (O Estado de São Paulo, août 71).

Dans un combat de requins, ce sont toujours les sardines qui perdent. Cette caricature de guerre froide s'est manifestée récemment dans la lutte pour l'hégémonie sur la vallée de la Plata. Le Brésil a 50 projets pour la région, dont 18 achevés, 5 en cours de réalisation, 6 autorisés et 21 à l'étude. Le CONASE critique l'hésitation de l'Argentine, en disant que ce pays utilise des voies diplomatiques au lieu d'empêcher la " marche vers l'est des brésiliens en quête d'un empire qui ne parle pas le portugais " ... (Panorama, 14/6/71).

En protestation contre la récente condamnation à un an de prison du Père Geraldo de Oliveira Lima, du diocèse de Crateus, tous les évêques de Ceara ont rédigé et signé une déclaration qui a été affichée dans toutes les églises de l'Etat, le dimanche 26 septembre. Ce texte déclare, entre autres : " Ce fait nous paraît, comme à tous ceux de même nature que nous avons connu dans la région, tout à fait déplorable, dans les formes qu'il a prises. Incarcéré à Recife pendant plus de deux mois avant son jugement, le Père Geraldo de Oliveira Lima a été soumis à des pratiques d'interrogatoire inacceptables par la conscience humaine. Un mois durant, il est resté dans le plus complet isolement, sans pouvoir parler ni avec son évêque, ni avec sa famille ou son avocat, ce qui est contraire au respect dû à tout individu, qu'il soit coupable ou non. Au cours de son procès, le procureur de la Justice Militaire a déclaré ne pas avoir de preuves suffisantes des activités subversives du prêtre et, pour ne pas avoir à se prononcer sur sa culpabilité ou son innocence, il a laissé aux membres de la Cour l'entière responsabilité de la sentence. Et la condamnation fut unanime.

LA POLICE POLITIQUE BRÉSILIENNE ENVAHIT L'UNIVERSITÉ D'URU- GUAY.

Dans un communiqué officiel remis à la presse le 10 octobre, le Conseil Central de l'Université de la République d'Uruguay dénonce devant l'opinion publique la présence de membres de la police politique brésilienne dans les forces qui ont envahi l'Université le 8 et le 9 octobre.

Le journal uruguayen " El Eco " a fait état de déclarations de certains participants au Conseil Central, selon lequel des ordres ont été criés en portugais et rapidement obéis par la police uruguayenne.

Le DEOPS (département de l'ordre public et social du Brésil) travaille depuis 1965 en relation avec le Ministère de l'Intérieur. Depuis cette date, les universités de Saint-Paul, de Rio de Janeiro et de Brasília ont été les victimes de cette terreur que le DEOPS expose maintenant en Uruguay. En 1968, dans la seule université de Saint-Paul, trois mille étudiants ont été emprisonnés, des dizaines d'entre eux sauvagement torturés.

La collaboration est à double sens. C'est ainsi que la police uruguayenne garde prisonnier l'étudiant brésilien Carlos Washenko Soares, qui a demandé aux autorités de Montevideo le droit d'asile, comme nous l'avons annoncé dans le Front n° 7, de 1971.

C'est à la direction du DEOPS que l'on rencontre les principaux assassins du fameux " escadron de la mort " tels que le commissaire Serge Fleury,

connu dans le monde entier en raison des assassinats par la torture qu'il a personnellement réalisés sur des prisonniers.

La revue Chilienne " Punto Final " dénonce les activités de " l'escadron de la mort " brésilien en Uruguay. Il est responsable d'après la revue de l'assassinat d'un officier uruguayen suspecté d'avoir des " idées de gauche ". Son corps a été trouvé dans une rue avec deux tibias croisés à la manière de " l'escadron de la mort " brésilien.

Ces faits servent à démontrer aux peuples d'Amérique Latine que la dictature militaire brésilienne exportera dans le cadre de sa politique sous-impérialiste la torture et la répression systématique qui a constitué au Brésil même la base de sa survie depuis six ans qu'existe.

La dictature bresilienne dispose d'immenses ressources. Dans le monde entier elle méné une offensive diplomatique pour assurer sa survie. Nous ne disposons que d'une cause juste et de notre foi dans l'effort du peuple pour se libérer. C'est au nom de cette effort et de ceux qui sont engagés dans la lutte au Brésil que nous vous demandons de manifester votre solidarité par des contributions financières. Vos donations pourront être versées au nom de Mlle. DUPONT CCP 2128539, PARIS.

FRONT BRESILien D'INFORMATION